

Palmarès des incapables : deux mots à Franz Olivier Giesbert (FOG)

Posté le : 24 mai 2012 12:09 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Humeur, Attitudes, Economie et politique

Alors que FOG annonce son retrait progressif d'une carrière réussie de commentateur politique, il ouvre ses « dernier carnets » de souvenirs et de commentaires qui a pour nous un intérêt particulier parce qu'il cherche à répondre à une question que nous avons-nous-mêmes abordée sur ce blog et qui n'est pas sans importance : comment en sommes-nous arrivés là et qui sont les gouvernements les plus responsables ?

FOG fait partie de ces auteurs qui ont été surpris par la crise et ses conséquences. Il ne comprend pas comment on n'a pu se laisser aller à une pareille dette. Il découvre aussi que la zone « euro », cela ne peut pas marcher telle qu'elle est construite. Encore un effort et il réalisera que le système monétaire international est la source principale de nos maux et que le change flottant de monnaies administratives gérées par des gnomes vivant en symbiose avec un système bancaire cartelisée nous a conduit au drame. Et hop ce sera la retraite !

Pour des gens qui comme nous cherchons à faire prendre conscience depuis 15 ans des trois niveaux de faiblesse qui mettent la France en difficulté, la dépense publique éhontée et débridée de « l'énarchie compassionnelle », les défauts de gouvernance de la zone Euro et la catastrophe des changes flottants, traduisant l'abandon de toute coopération internationale en vue d'une croissance équilibrée et durable, il est toujours réjouissant de constater que ces idées finissent, la réalité aidant, par parvenir au cerveau de ceux qui tiennent l'information en France.

L'ami FOG voit bien que la campagne électorale présidentielle et législative actuelle est à côté de la plaque et que les mesures proposées, notamment du côté de Hollande, sont contraires à l'intérêt national. Revenir sur les minuscules avancées du quinquennat de Nicolas Sarkozy en matière de retraite ou de réduction de dépense publique, et relancer la machine à dépenser dans le sens de la débauche, devient une sottise évidente même pour les journalistes politiques les plus enclins à enjoliver les grandes heures politiques de la vie nationale.

Une hirondelle ne fait pas le printemps. Soulignons cependant que dans la partie la moins sectaire de la presse (FOG est passé de la presse de gauche au Figaro et au Point, ce qui prouve une certaine ouverture d'esprit) commence à comprendre que le n'importe quoi des politiques, leur ignorance en matière d'économie ou leur mensonge quand ils ont quelques lueurs de la matière, posent à la France un problème quasiment vital. C'est un début, hésitant et difficile, mais tous les débuts ne le sont-ils pas, hésitants et difficiles ?

On ne saurait trop conseiller aux autres commentateurs de s'engager sur le même chemin : constater l'inacceptable et dénoncer les politiques qui l'aggravent au moment où elles sont exposées avant même qu'elles ne soient mises en œuvre.

Le péché mignon des commentateurs politiques qui veulent durer est de charger les politiciens qui partent tout en se montrant immensément patients et tolérants avec ceux qui percent. Il ne faut jamais insulter l'avenir. Il est aggravé par l'inclinaison idéologique : la tentation d'éliminer toute idée ou tout constat qui fait de l'ombre au camp que l'on a choisi de défendre est envahissante. Il ne

s'agit pas nécessairement de l'idéologie de gauche ou de droite. Comment obtenir de M. Alain Duhamel, un autre diplotocus du commentaire politique, autre chose qu'une défense « perinde ac cadaver » de l'Euro ?

L'information en France, c'est à peine vingt personnes, et sur ces vingt à peine deux ont des lumières en matière d'économie, ces lumières étant tamisées par des partis-pris et par les nécessités de survie commerciale des journaux et medias auxquels ils collaborent.

Que l'un des plus libres d'entre eux commence à s'insurger contre certaines dérives au nom de l'intérêt général est important.

Néanmoins nous formulerons quelques réserves sur le classement qu'il fait des ânes de la gestion passée.

FOG ne tient pas compte du cycle économique. Il compare des performances qui ne sont pas comparables : ce n'est pas la même chose d'être premier ministre pendant une phase haute du cycle où la croissance est intense et de gérer les effets d'une récession. FOG trouverait parfaitement injuste de comparer la vitesse d'un cycliste dans la montée du Tourmalet avec celle d'un autre dans la descente. Comme il ne connaît pas le cycle décennal, sa tendance est d'accabler ceux qui ont été au pouvoir pendant les phases de récession et d'encenser ceux qui l'ont été pendant les phases de croissance rapide.

Giscard et Chirac ont été totalement pris au dépourvu par la crise de 74 qu'ils n'ont pas comprise et leur politique de relance a été un échec total. Malgré le second choc pétrolier le gouvernement Barre a plutôt été servi par la conjoncture internationale. Le gouvernement Mauroy a fait exactement l'inverse de ce qu'il fallait faire avec le programme commun de la gauche, une catastrophe dont la France n'arrive pas à se remettre. Rocard a été servi par une haute conjoncture inespérée comme plus tard Jospin. Bérogovoy, Balladur et Juppé ont été pris dans la nasse de la crise de 92-93 qui a été très dure, comme le sera d'abord le gouvernement Raffarin puis le gouvernement Fillon. En revanche de Villepin sera aussi également par la conjoncture.

Comme nous l'avons écrit dans notre article de juillet 2008, cinq ans déjà, sur « le palmarès des incapables »

<http://cee.e-toile.fr/index.cfm/2008/7/18/Economie-Franaise--le-palmars-des-incapables>, ce sont les gouvernements ayant eu la chance d'une haute conjoncture qui pouvaient réformer. Compte tenu du caractère progressif des recettes fiscales, ils ont bénéficié de mannes financières extrêmement importantes. Ils pouvaient agir sans trop frapper la population. Jospin et surtout Rocard automatiquement sont les deux gouvernements qui ont le plus de responsabilités dans la non réforme des finances publiques et dans l'accablement qui frappe actuellement le pays.

FOG suit ses détestations plus que la logique économique dans les jugements qu'il propose. Beregovoy et Balladur sont saqués alors qu'ils ont été confrontés à la pire crise depuis 1929 avant la crise actuelle. Certes Balladur a laissé filer les rubans et les déficits pour des raisons électoralistes et de candidature présidentielle. Mais qui a fait autrement face à une récession qui paralyse toute envie de réforme et qui voit tous les « amortisseurs sociaux se mettre en place » ? Toute récession importante amplifie la dette et les déficits de façon presque automatique. Les gouvernements ne peuvent avoir une politique pro-cyclique dans ces phases de la conjoncture, en un mot ils ne peuvent pas aggraver la crise, on le voit bien aujourd'hui.

Barre, Rocard et Villepin s'en sortent plutôt bien dans le jugement de Fog alors qu'ils ont été du bon côté de la conjoncture.

Mauroy est sauvé parce FOG l'aime bien et qu'il a résisté à Mitterrand qui voulait, soumis aux « visiteurs du soir », sortir du mécanisme de change européen. Il a préparé ce qui deviendra l'Euro

sous la pression de Mitterrand, et cautionné la politique structurellement déflationniste de JC Trichet d'abord en France puis en Europe. Pas de quoi pavoiser !

Les seules réformes utiles ont été faites par les gouvernements Barre, avec notamment la fin du contrôle des prix, Chirac 2 avec la suppression de l'ISF, le redressement des finances publiques de la première cohabitation et le début des dénationalisations, et Fillon avec le début de la réforme des retraites. Tous les autres gouvernements ont mené des politiques de dépenses publiques éhontées, d'endettement catastrophique, de clientélisme électoral sans limite, d'abandon total de la souveraineté française et d'acceptation d'un système économique mondial totalement artificiel et dangereux basé sur les marchés et la finance plus que sur la production et la compétitivité.

C'est peu. C'est très peu. C'est ce qui explique qu'il nous manque entre 5 et 10 millions d'emplois salariés, que les faibles (jeunes, vieux, femmes et immigrés) connaissent un sur-chômage, que notre dette publique soit démente et notre taux d'imposition aberrant, que l'état dépense la contre valeur exacte de la valeur ajoutée du secteur marchand et que nous sommes menacés gravement par les conséquences des incohérences de la zone Euro et des effets délétères des changes flottants.

Allons, Fog, encore un effort ! Quand on a pris la route de la vérité il faut la parcourir jusqu'au bout, même si on considère que sa carrière est au bout de son chemin.